



## PREFECTURE DE LA VIENNE

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques  
Bureau des Elections et de la Réglementation  
7, place Aristide Briand  
86021 POITIERS CEDEX  
05.49.55.70.89 OU 90  
Pascale SOUCHU ou Catherine JARRY

Le numéro W863001678  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W863001678

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d' association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Préfet de la Région Poitou Charentes Préfet de la Vienne

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **30 janvier 2007**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

#### DECATHLETES ET COLLEGIENS AVEC BOURA (DECAB)

dont le siège social est situé : Collège Ronsard  
50 rue de la Jambe à l'Ane  
86000 POITIERS

Décision prise le : **23 janvier 2007**

Pièces fournies : Liste dirigeants  
Statuts

POITIERS, le 30 janvier 2007

Le Préfet, ~~Pour le Préfet,~~  
~~le chef de bureau délégué,~~  
Emmanuel MIGEON

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 9 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.